



Dix ans de crise... et puis Macron

Par [Michel Husson](#)

Mondialisation.ca, 24 septembre 2017

[A l'encontre](#) 25 août 2017

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

La crise a 10 ans, et Cocorico ! elle est née en France le 9 août 2007, le jour où BNP Paribas gela les retraits de ses clients dans trois de ses fonds monétaires [1]. Cette contribution propose une analyse de cette décennie et cherche à la relier à l'irruption du « macronisme ».

Les interprétations de la crise

On peut distinguer deux principaux schémas d'interprétation de la crise, que l'on baptisera pour simplifier – et donc avec des guillemets – keynésien et marxiste.

Le récit « keynésien » repose sur deux propositions essentielles :

K1 la crise est le produit de l'instabilité financière.

K2 les politiques d'austérité sont contre-productives

La lecture « marxiste » s'organise autour de deux propositions :

M1 la crise est le résultat de la baisse tendancielle du taux de profit.

M2 les politiques keynésiennes sont inefficaces : le capitalisme doit rétablir le taux de profit, ce qui suppose notamment la dévalorisation du capital.

Notre interprétation combine ces deux approches, non pas (on l'espère) de manière impressionniste, mais en les hiérarchisant autour d'une idée-clé : la base matérielle de la crise, c'est l'épuisement des gains de productivité qui aurait dû – toutes choses égales par ailleurs – conduire à une baisse du taux de profit.

C'est en effet le taux de profit qui détermine la bonne santé du capitalisme. Son évolution fournit une grille de lecture utile en faisant jouer les trois composantes de cet « indicateur synthétique », pour reprendre la formule d'Ernest Mandel. En effet, le taux de profit :

1. augmente avec les gains de productivité du travail ;
2. baisse avec l'augmentation du salaire réel ;
3. baisse avec l'augmentation de l'intensité capitaliste.

Il est facile de jeter un pont entre ces notions et les concepts marxistes. Il suffit (à peu près) de remplacer « intensité capitaliste » par « composition organique du capital » et de remarquer que le taux de plus-value dépend du rapport entre productivité du travail et salaire réel.

Les rendements décroissants du capitalisme

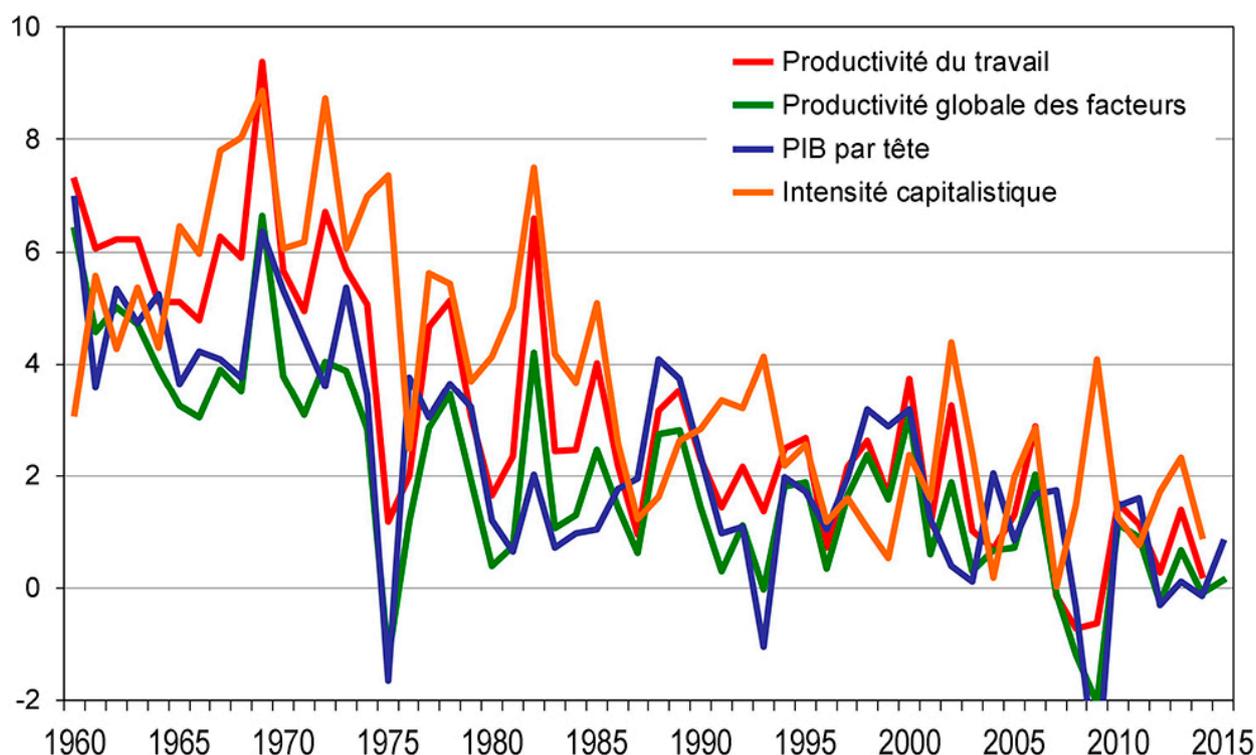
L'examen de ces grandeurs conduit à un constat saisissant. Nous utilisons ici les précieuses

données de la *Long-Term Productivity Database* établies par trois économistes de la Banque de France [2]. Elles portent sur les variables essentielles pour la dynamique du capitalisme, à savoir :

- la productivité du travail ;
- l'intensité capitaliste mesurée comme le volume de capital par unité produite ;
- le PIB par tête ;
- la productivité globale des facteurs [3].

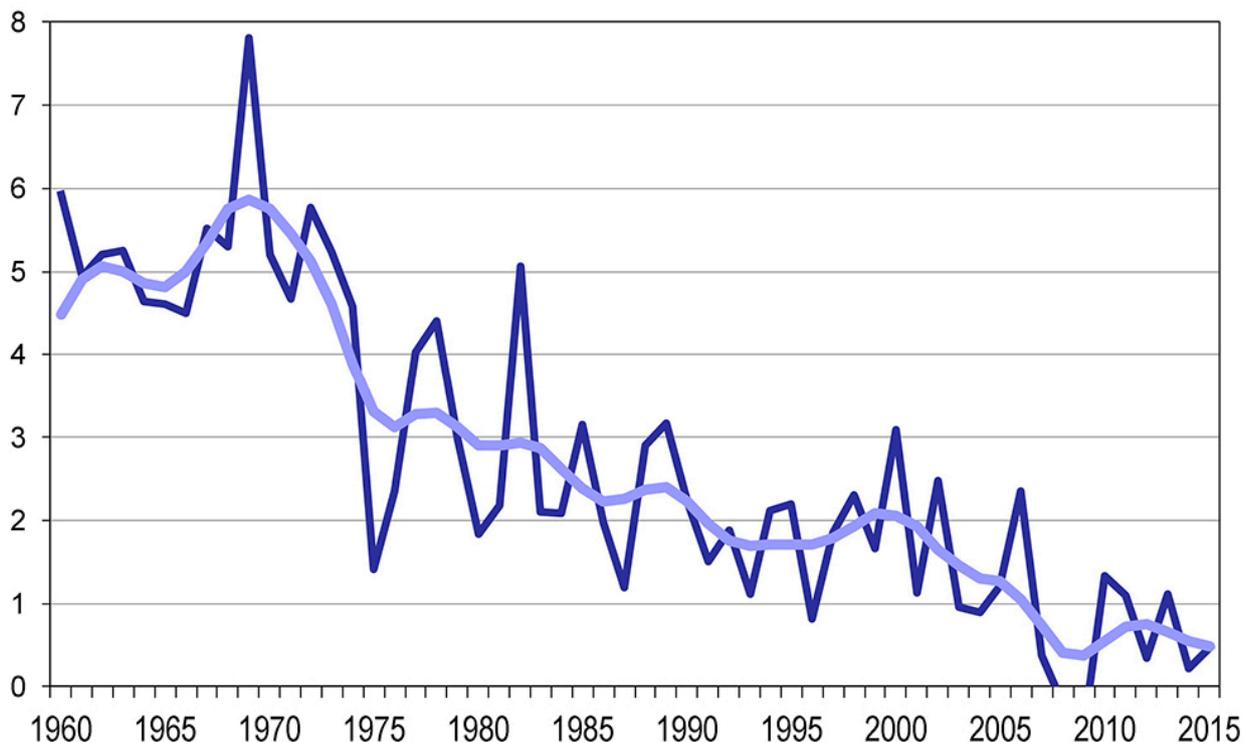
Dans le cas de la France (mais c'est vrai pour la plupart des pays), le taux de croissance de ces quatre variables est à la baisse (graphique 1). Leur évolution est comparable, ce qui ne doit pas surprendre, puisqu'elles sont logiquement corrélées. Il n'est donc pas interdit de prendre leur moyenne pour construire un indicateur synthétique qui fait clairement apparaître la rupture introduite par la récession de 1974-75 (graphique 2). C'est la fin des « Trente glorieuses » et l'indicateur est désormais orienté à la baisse, en dépit d'une relative stabilisation entre le milieu des années 1980 et le début des années 2000. Il est significatif que la tendance à la baisse est amorcée dès le début de ce siècle, c'est-à-dire avant même la crise. Depuis, toutes les variables observées sont à un niveau très faible, voisin de zéro.

Graphique 1
La baisse de la dynamique capitaliste



France 1960-2015. Taux de croissance annuels

Graphique 2
Un indicateur de la dynamique capitaliste

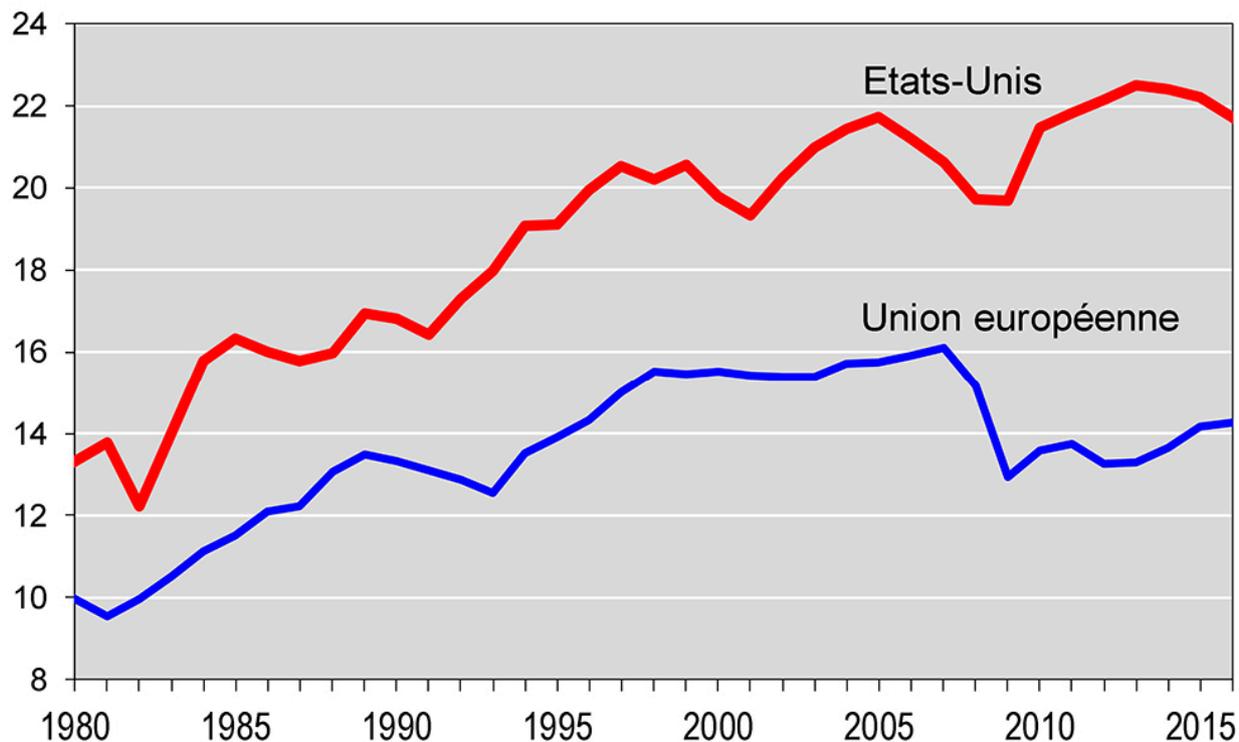


France 1960-2015. Taux de croissance annuels

L'épuisement des gains de productivité est la caractéristique essentielle de la phase néo-libérale ouverte au milieu des années 1980. La tendance avait été amorcée à la fin de la phase précédente et ce ralentissement avait alors entraîné la chute du taux de profit, conduisant aux récessions généralisées de 1974-1975, puis 1980-1982.

Or, le capitalisme a malgré tout réussi à restaurer le taux de profit après les récessions généralisées de 1974-75 et 1980-82 en dépit de ce mouvement général de ralentissement des gains de productivité (graphique 3). Le lien qui existait auparavant entre gains de productivité et profitabilité est donc rompu. Cette restauration du taux de profit malgré de moindres gains de productivité fonde la périodisation qui distingue le capitalisme de « l'Age d'or » (environ 1955-1985) et le capitalisme néo-libéral qui s'est mis en place ensuite.

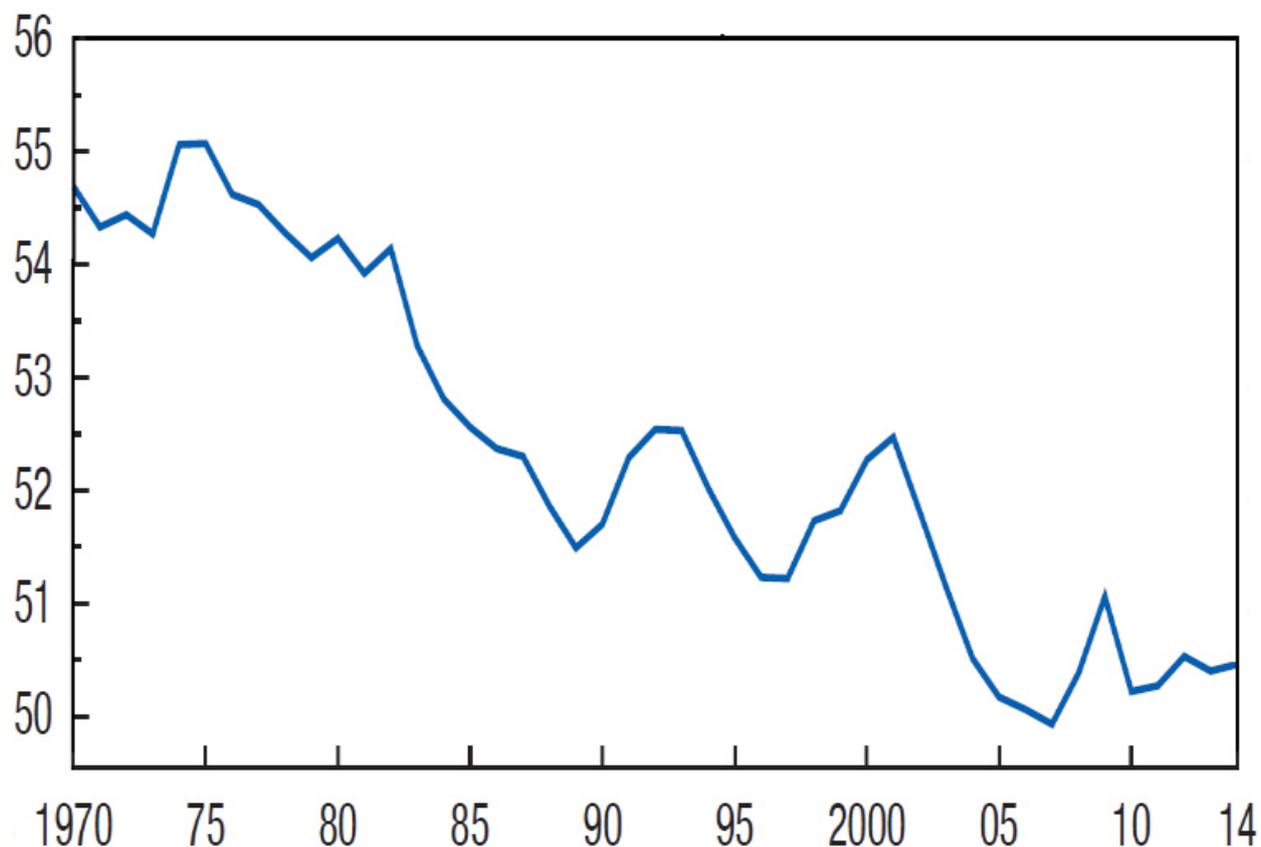
Graphique 3
Taux de profit aux États-unis et en Europe



Source : Commission européenne, banque de données Ameco.

Cette prouesse n'a pas été obtenue par une baisse de l'intensité capitaliste (une économie de capital) mais par une baisse continue du salaire (le capital variable de Marx) relativement à la valeur produite, autrement dit par l'augmentation du taux d'exploitation (graphique 4). C'est là une tendance à peu près universelle, d'ailleurs reconnue par des institutions comme le FMI ou l'OCDE. Les salaires ont donc ralenti plus vite que les gains de productivité, et la part des profits dans le revenu national a pu augmenter.

Graphique 4 **Part des salaires dans le revenu national**



En %. Économies avancées. Source : FMI [4].

Mais si cette baisse de la part des salaires a effectivement permis de rétablir le taux de profit, elle ne pouvait suffire en elle-même à assurer la dynamique du capitalisme. En effet, un problème se pose immédiatement, celui des débouchés (la « réalisation » du profit), autrement dit la réponse à cette question : qui va acheter les marchandises produites par des salariés dont le pouvoir d'achat progresse moins vite que la valeur produite ?

La réponse à cette difficulté du modèle néolibéral est passée par la mise en place de ce que l'on appellera, faute de mieux, des « dispositifs néo-libéraux ». Les trois principaux sont la redistribution d'une partie des profits à des couches sociales privilégiées qui la consomment, la croissance à crédit et les débouchés offerts par le reste du monde. Le capitalisme néolibéral est donc intrinsèquement associé à la montée des inégalités, au surendettement et aux déséquilibres commerciaux.

Les fonctions de la finance

Dans ce schéma d'ensemble, la financiarisation joue un rôle déterminant : elle assure la redistribution vers le « 1 % », elle entretient, voire stimule, le surendettement, elle facilite les transferts internationaux et elle accompagne la mondialisation productive, laquelle permet à son tour de peser sur les salaires.

Sur longue période, la finance accompagnait la croissance du commerce mondial, progressant à peu près au même rythme (graphique 5). Puis, à partir de 1995 et jusqu'au début de la crise, elle explose littéralement. C'est une manière parmi d'autres de représenter cette dérive : on pourrait aussi comparer les cours boursiers et la rentabilité des entreprises.

Graphique 5

Finance et commerce mondial 1825-2015



La « finance » est mesurée par la somme des actifs et passifs financiers. Source : BIS [5].

Peut-on pour autant interpréter la crise comme une crise financière, le résultat en somme d'une finance détraquée ? C'est à notre sens perdre de vue que cet essor incontrôlé était en quelque sorte la contrepartie des fonctions remplies par la finance dans une configuration d'ensemble qui avait sa cohérence, mais une cohérence instable. Ce mode de fonctionnement n'était pas durable, parce qu'il impliquait une distorsion continue des « courbes du capitalisme » : baisse de la part des salaires, creusement des déséquilibres commerciaux, montée de l'endettement, etc. [6]

Read also:

Collateral Damage: U.S. Sanctions Aimed at Russia Strike Western European Allies

La finance n'est donc pas un facteur autonome et les racines de la crise se trouvent dans la sphère de la production. Tous les projets visant à maîtriser ou désarmer la finance sont certes absolument légitimes, mais, même s'ils étaient mis en œuvre, ne régleraient pas le problème de fond du capitalisme et ne lui apporteraient pas un nouvel élan. La financiarisation est un symptôme et non la cause de la perte d'efficacité du capitalisme.

La fin de l'émergence

La décennie précédant la crise a vu s'opérer un grand basculement dans l'économie mondiale, qui était déjà en germe depuis la chute du mur de Berlin mais qui correspond surtout à l'irruption des pays dits émergents sur le marché mondial, en premier lieu la Chine. Il ne s'agissait pas seulement d'une intensification des échanges mais d'une interconnexion des économies réalisée sous forme de « chaînes de valeur mondiales » (*global value chains*) autrement dit par la mise en place de structures de production transnationales. On pouvait alors penser que les pays émergents serviraient de relais aux « vieux » pays capitalistes en offrant non seulement l'avantage de bas salaires mais aussi de forts gains de productivité.

De nombreux indicateurs montrent cependant que ce processus est en train de s'épuiser, et il est possible de préciser les éléments déjà proposés dans une précédente contribution [7]. Le premier constat porte sur les gains de productivité. Le graphique 6 montre que la croissance de la productivité du travail était orientée à la baisse dans les pays dits avancés au moins depuis le début des années 2000. Mais sa forte croissance dans les pays émergents - et notamment la Chine - permettait à la moyenne mondiale de progresser. Avec la crise, la tendance s'est brutalement inversée, et c'est la moyenne mondiale qui

évolue désorm

La source originale de cet article est [A l'encontre](#)
Copyright © [Michel Husson](#), [A l'encontre](#), 2017

Articles Par : [Michel Husson](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca